

# LE DEVOIR

Vol. LXXXVII - No 35

MONTREAL, LE LUNDI 12 FÉVRIER 1996

75c + TPS + TVQ / Toronto 1 S

PERSPECTIVES

## Les malheurs du troupion

Les Français veulent réformer leur service militaire. Mais comment une démocratie peut-elle en temps de paix contraindre sa jeunesse à consacrer gratuitement dix mois de sa vie à une activité qu'elle n'a pas choisie?

Arno venait tout juste d'avoir 18 ans lorsqu'il y a deux ans, des gendarmes en uniforme ont fait irruption dans son lycée pour le traîner au poste de police. Motif: il ne s'était pas inscrit à la mairie de son quartier avant ses 18 ans pour faire son service militaire!

Les Français ne rigolent pas avec la défense. Après le grand débat sur les essais nucléaires, c'est maintenant le service militaire qui est remis en cause. Un comité de stratégie travaille depuis des mois sur la réforme de cette institution qui mobilise 250 000 jeunes chaque année. Des propositions seront soumises aux élus au printemps, mais on sait déjà que les experts favorisent un service civil qui enrôlerait les jeunes dans des tâches sociales et humanitaires.

L'idée de la disparition du service militaire n'est pas nouvelle en France. Chaque fois qu'elle est soulevée, on organise la résistance, on creuse des tranchées et on empile des sacs de sable pour défendre la conscription. Plutôt que de leur faire transporter



Christian Rioux

des gravas dans un sac à dos, il suffirait cette fois d'envoyer les jeunes planter des arbres, nourrir les clochards et jouer à la marelle avec les enfants des banlieues sinistrées. L'idée est défendue aussi bien par Jacques Chirac que par l'ancien secrétaire d'Etat à l'Insertion, Bernard Kouchner.

Héritée de la révolution, la conscription des jeunes a longtemps été en France l'un des éléments de la nation. Avec l'école et les syndicats, c'est là que les immigrés comme les nationaux, les ouvriers comme les bourgeois, les provinciaux comme les Parisiens se fondaient dans le grand magma national. Certains y apprenaient à lire, d'autres y découvraient que la terre était ronde, tous y devenaient français. Rite initiatique obligatoire, on n'était pas un homme avant d'avoir défilé nu devant le conseil de révision, explique Jean-François Deniau dans ses mémoires (*Les Temps aventureux*, Plon).

En lançant la réflexion sur l'avenir de cette institution, le président Jacques Chirac a simplement reconnu que cette image d'Épinal n'avait plus aucun rapport avec la réalité.

Autrefois exemple de l'égalité de tous devant l'Etat, le service militaire est devenu un symbole d'iniquité. Un jeune Français sur trois trouve le moyen de se faire exempter, pour des raisons de santé ou grâce à ses relations. C'est aussi le royaume du «pistonage». Rien de commun en effet entre le «fils d'archevêque» («de bonne famille», selon l'expression des militaires) qui passe dix mois à skier dans les chasseurs alpins et le troupion qui languit dans une caserne mal chauffée à Bourg-en-Bresse.

Le système est non seulement discriminatoire mais il est aussi engorgé. Le nombre d'objecteurs de conscience a pourtant plus que doublé en quatre ans et les reports d'incorporation sont passés de 500 000 à 12 millions en 15 ans. Heureusement! Car l'armée ne sait plus où mettre ses conscrits.

L'époque de la chair à canon est terminée. Malgré des effectifs supérieurs à ses voisins européens, la France a eu toutes les misères du monde à dénicher les militaires de carrière qu'elle s'était engagée à dépêcher dans le Golfe et en Bosnie. Seuls des professionnels peuvent répondre à ces missions qui demandent une capacité d'action rapide souvent loin du territoire national.

Le système a beau être en crise, la plupart des hommes politiques français hésitent à faire disparaître une institution qui gomme chaque année un quart de millions de jeunes des statistiques du chômage. Mais vertes ou humanitaires, les nouvelles brigades que s'apprête à proposer le comité gouvernemental posent autant de questions qu'elles en résolvent.

S'il vaut mieux aider les enfants pauvres que de marcher dans la boue une mitraillette au bout des bras, reste à savoir comment une démocratie peut encore contraindre en temps de paix sa jeunesse à consacrer gratuitement dix mois de sa vie à une activité qu'elle n'a pas choisie. «La convention européenne des droits de l'homme prohibe le travail obligatoire, sauf dans le cas limite de la défense armée du pays», soulignait Jean Bastide, membre du Conseil économique et social, un organisme gouvernemental consultatif.

Dès lors qu'il n'est plus question de défendre le pays, est-il moralement acceptable de conscrire la jeunesse? Tel est le genre de questions que l'on se pose à l'Élysée et dans la presse française. Sans oublier la plus explosive: pourquoi les filles seraient-elles exemptées d'un service qui n'aurait plus rien de militaire? On ne sait déjà pas quoi faire avec 250 000 conscrits, ils seraient soudain plus d'un demi-million!

INDEX	MÉTÉO
Agenda .....B7	Montréal
Avis publics .....B6	Ciel variable.
Classées .....B5	Max: -10
Culture .....B8	Québec
Économie .....B2	Ciel variable.
Éditorial .....A6	Max: -15
Le monde .....A5	Détails en B 5
Mots croisés .....B5	
Les sports .....B5	

LES ACTUALITÉS

Rendement record pour le Fonds de solidarité  
PAGE A 3



LE MONDE

Les islamistes frappent encore à Alger  
PAGE A 5

L'ENTREVUE



Jacques Godbout, l'homme multimédia  
PAGE B 1

## Harel condamne le projet d'intégration des programmes sociaux

KONRAD YAKABUSKI  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

L'intégration des régimes de l'aide sociale et de l'assurance-chômage dans un seul programme national, comme le recommande un rapport des ministres sociaux du Canada anglais, «entre complètement en collision» avec les revendications québécoises en matière de politique d'emploi, déclare Louise Harel.

Si le «décloisonnement» des mesures d'aide aux sans-emploi envisagé par ses homologues des autres provinces rejoint l'une de ses demandes, leur idée de sou-

mettre les programmes provinciaux de l'aide sociale à une gestion conjointe fédérale-provinciale froisse la ministre québécoise de l'Emploi et de la Solidarité.

«On arrive au même diagnostic, mais on pose la solution de façon complètement différente. La thérapie n'est pas la même», a tranché Mme Harel dans un bref entretien vendredi.

Québec réclame plutôt le retrait d'Ottawa de la sphère sociale et est même prêt à se voir confier la gestion de la caisse fédérale de l'assurance-chômage. Les homologues de Mme Harel dans les autres provinces n'en veulent rien savoir et proposent même de céder à Ottawa la res-

ponsabilité, au moins partielle, de l'aide sociale.

Faisant remarquer que le gouvernement péquiste préconise depuis quelque temps l'intégration des mesures de l'Etat à destination des sans-emploi — qu'ils soient chômeurs ou assistés sociaux — Mme Harel a dit se réjouir que les autres provinces commencent elles aussi à voir le mérite d'une telle approche. Etant donné que 80 % des 550 000 adultes qui touchent l'aide sociale au Québec sont «aptes» au travail et, dans plus de 40 % des cas, ont recouru au ministère de la Sécurité du revenu puis-

VOIR PAGE A 8: HAREL

### 1 000 000 d'artistes



PHOTO JACQUES GRENIER

UN MILLION d'élèves du primaire et du secondaire participeront jusqu'au 18 février à la Semaine québécoise des arts, inaugurée hier à Montréal par les ministres Louise Beaudoin, Pauline Marois et Rémy Trudel, de même que par le maire de Montréal, Pierre Bourque. Ce dernier salue ici la jeune Patricia Ménard, du groupe Oxygène, sous le regard de la danseuse Louise Lecavalier, de la troupe La La La Human Steps, porte-parole de l'événement. Nos informations en page A 3.

## Leur Céline à eux

La véritable mesure du succès mondial, pour Céline Dion, ne se calcule ni en millions ni en trophées: la ferveur populaire a ses propres signes

SYLVAIN CORMIER

À quoi mesure-t-on le succès mondial de Céline Dion? Demandez ça aux gens de chez Sony, ou à son gérant de mari René Angélil, ils vous répondront tous de la même façon. Par la bouche de leurs canons. C'est-à-dire avec des statistiques. Des records homologués. Ce sera invariablement la folle sarabande des chiffres. C'est la vente d'albums ou de billets, l'argent, le *bottom line* qui parle. Pas étonnant, l'argent causant toujours un peu gras, mais efficacement, avec le nombre de zéros qu'il faut avant la virgule. Michel Audiard, as dialoguiste du cinéma français, ne l'envoyait pas dire par Jean Gabin dans *Le Pacha*: «Quand on parle pognon, à partir d'un certain chiffre, tout le monde écoutent.» Le Colonel Parker est sûrement d'accord.

On y va? Dans le désordre, addi-



La «une» du dernier numéro du magazine populaire français Voici.

## Québec ne doit pas toucher à la loi 101, dit Gagliano

PIERRE O'NEILL  
LE DEVOIR

La question linguistique a cessé d'être un irritant entre la majorité francophone et les communautés ethnoculturelles, constate le ministre fédéral du Travail, qui exhorte le gouvernement Bouchard à ne pas toucher à la loi 101.

Contrairement aux groupes de pression anglophones qui réclament des assouplissements de certaines dispositions de la Charte de la langue française, le député libéral de Saint-Léonard—Anjou croit que ce serait une erreur, en ce que la relance du débat linguistique risquerait de «briser l'harmonie retrouvée» entre francophones et allophones.

«Chaque fois que l'on touche à la langue, à la religion ou à la constitution, ça crée des tensions, les esprits s'échauffent et ça crée des situations qui deviennent explosives. Je ne toucherais pas à la loi 101», a déclaré Alfonso Gagliano au *Devoir*.

Originaire d'Italie, arrivé au Québec en 1958 à l'âge de 16 ans, député d'une circonscription dont 45 % des électeurs sont italo-phones, il s'estime mieux placé que quiconque pour juger la situation. A son avis, 20 ans après son adoption, la loi 101 est maintenant acceptée par la très vaste majorité des Néo-Québécois, alors que la relance du débat linguistique pourrait déclencher un nouveau réveil du sentiment d'appartenance. «Je ne me suis jamais senti minoritaire et je peux vivre avec.» Reconnaisant par

La nouvelle position constitutionnelle du PLC deviendra l'enjeu des prochaines élections

VOIR PAGE A 8: GAGLIANO

## Les républicains s'affrontent, les démocrates comptent les coups

Le dépat est donné aujourd'hui à la longue course d'obstacles qui, de Des Moines à Washington, conduit en neuf mois jusqu'à la Maison-Blanche. Les comités électoraux (*caucuses*) de l'Iowa ouvrent traditionnellement la marche des consultations destinées à désigner un candidat dans chacun des parties en vue des présidentielles de novembre. Du côté démocrate, les jeux sont faits, puisque le président Clinton n'a pas d'adversaire, et que, même s'il n'a pas encore annoncé sa candidature, l'investiture démocrate lui est acquise. Du côté républicain, la partie est ouverte, et tous les espoirs sont encore permis pour chacun des neuf candidats.

SYLVIANE TRAMIER  
LE DEVOIR

Bien que la Louisiane ait devancé les autres États cette année en organisant ses comités électoraux au début du mois de février, l'Iowa et le New-Hampshire — où les élections primaires se dérouleront dans une semaine — restent les incontournables tremplins pour le bureau ovale.

C'est là que les candidats obscurs se hissent sur le podium. C'est aussi là que les vedettes sont parfois renvoyées sans ménagement à leur foyer. Sortir vainqueur de l'exercice complexe et folklorique des *caucuses* de l'Iowa ne garantit pas le succès lors des élections présidentielles, ni même à la convention nationale. En 1980, George Bush avait remporté les comités électoraux de l'Iowa, mais c'est Ronald Reagan qui avait obtenu l'inves-

VOIR PAGE A 8: PRIMAIRES

VOIR PAGE A 8: DION